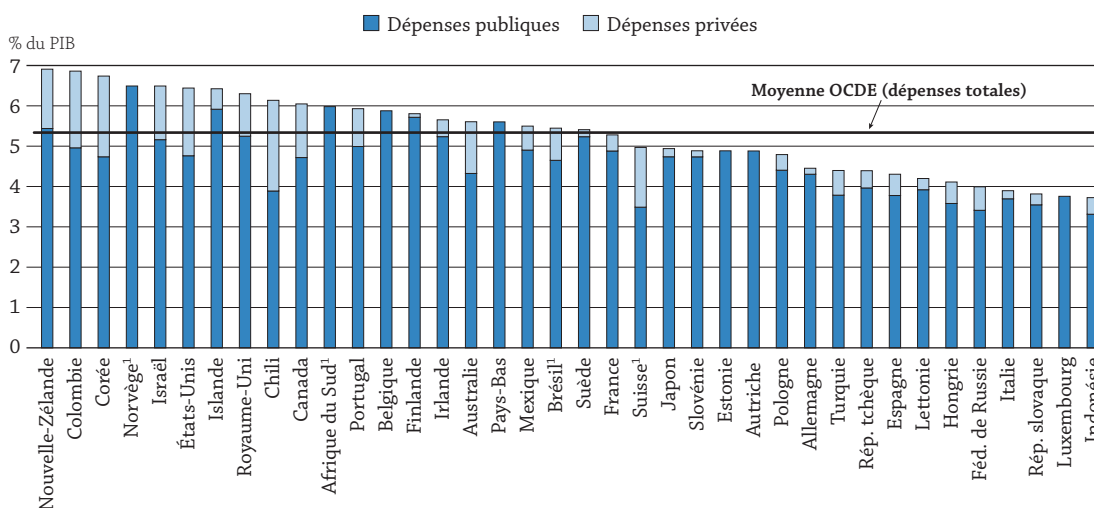


QUELLE PART DE LEUR RICHESSE NATIONALE LES PAYS CONSACRENT-ILS À L'ÉDUCATION ?

- En 2012, les pays de l'OCDE ont consacré en moyenne 5.3 % de leur PIB au financement de leurs établissements d'enseignement, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire. Dans 11 pays dont les données sont disponibles (l'Afrique du Sud, le Canada, le Chili, la Colombie, la Corée, les États-Unis, l'Islande, Israël, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni), ce pourcentage est égal ou supérieur à 6 %.
- Entre 2000 et 2012, les dépenses de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire ont progressé à un rythme plus soutenu que le PIB dans plus de deux tiers des pays dont les données sont disponibles. Dans les autres pays, la part du PIB consacré à l'éducation a diminué de moins de 0.5 point de pourcentage.
- Depuis le début de la crise économique en 2008 et jusqu'à 2010, le PIB a diminué, en valeur réelle, dans 20 des 36 pays dont les données sont disponibles, mais les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement n'ont diminué que dans 6 pays. Entre ces deux années, les dépenses publiques d'éducation ont diminué en pourcentage du PIB dans cinq pays. Pourtant, entre 2010 et 2012, le PIB a augmenté (en valeur réelle) dans la plupart des pays, mais les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement ont diminué dans plus d'un tiers des pays de l'OCDE durant cette période, en raison des mesures de restriction budgétaire.

Graphique B2.1. Dépenses au titre des établissements d'enseignement du primaire au tertiaire, en pourcentage du PIB (2012)

Dépenses publiques et privées, programmes non classifiés compris



1. Dépenses publiques uniquement (pour la Suisse, enseignement tertiaire uniquement ; pour la Norvège, enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire uniquement).

Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses totales publiques et privées au titre des établissements d'enseignement.

Source : OCDE. Tableau B2.3. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933283940>

■ Contexte

Les pays investissent dans l'éducation entre autres raisons pour contribuer à promouvoir la croissance économique, à accroître la productivité, à favoriser l'épanouissement personnel et le développement social, et à réduire les inégalités sociales. La part du PIB consacrée à l'éducation dépend des diverses priorités des pouvoirs publics et des acteurs privés. Néanmoins, comme les dépenses d'éducation sont largement financées par les deniers publics, elles sont sous très haute surveillance des pouvoirs publics. En cas de ralentissement économique, des coupes budgétaires peuvent être décidées même dans des secteurs majeurs tels que l'éducation.

Le niveau de dépenses au titre des établissements d'enseignement dépend de la taille de la population à scolariser, des taux de scolarisation, du niveau de salaire des enseignants et de la façon dont l'enseignement est organisé et dispensé. Dans l'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire (dont les effectifs sont âgés de 5 à 14 ans, dans l'ensemble), les taux de scolarisation sont proches de 100 % dans les pays de l'OCDE et la variation des effectifs dépend dans une grande mesure de l'évolution démographique. Il n'en va pas de même dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et dans l'enseignement tertiaire, car une partie de la population concernée n'est plus scolarisée (voir l'indicateur C1).

Cet indicateur donne la mesure des dépenses des pays au titre des établissements d'enseignement par rapport à leur richesse nationale. La richesse nationale est estimée sur la base du PIB, et les dépenses d'éducation englobent les dépenses du secteur public, du secteur privé, et des élèves/étudiants et de leur famille.

■ Autres faits marquants

- Les dépenses au titre de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire représentent deux tiers des dépenses d'éducation au titre des établissements de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, soit 3.7 % du PIB, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Parmi les pays membres et partenaires de l'OCDE, c'est la Nouvelle-Zélande qui dépense le plus, avec 5.0 % de son PIB consacré à ces niveaux d'enseignement, alors que la Fédération de Russie, la Hongrie, l'Indonésie, le Japon, la Lettonie, la République slovaque et la République tchèque y consacrent moins de 3 % de leur PIB.
- Les dépenses au titre de l'enseignement tertiaire représentent plus d'un quart des dépenses d'éducation, soit 1.5 % du PIB, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Le Canada, le Chili, la Corée et les États-Unis consacrent entre 2.3 % et 2.8 % de leur PIB au financement des établissements d'enseignement tertiaire.
- C'est dans l'enseignement tertiaire que les dépenses privées au titre des établissements d'enseignement sont les plus élevées en pourcentage du PIB, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. C'est au Chili, en Corée et aux États-Unis qu'elles sont les plus élevées, représentant entre 1.4 % et 1.5 % du PIB.

■ Tendances

L'investissement public dans l'éducation, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, a augmenté de 5 %, en moyenne, dans les pays de l'OCDE entre 2008 et 2010. Les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement ont toutefois progressé à un rythme moins soutenu après cette période, et sont restées stables entre 2010 et 2012, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Entre 2008 et 2012, le taux de croissance annuelle n'a cessé de diminuer dans les pays de l'OCDE, passant de 3 % en 2008-09 à 0 % en 2011-12.

Sur l'ensemble de la période 2008-10, les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement (en valeur réelle) ont régressé en Estonie, aux États-Unis, en Fédération de Russie, en Hongrie, en Islande et en Italie. Elles ont diminué d'environ 1 % aux États-Unis et jusqu'à 11 % en Hongrie et en Islande. Entre 2010 et 2012, les dépenses publiques ont continué de régresser dans quatre de ces six pays (échappent à ce constat la Fédération de Russie et l'Islande) et ont également diminué dans sept autres pays. Parmi ces 11 pays, le recul des dépenses publiques d'éducation au cours de cette période a atteint au moins 5 % en Espagne, en Hongrie, en Italie, au Portugal et en Slovaquie.

Analyse

Investissement global en pourcentage du PIB

B2

Tous les pays membres ou partenaires de l'OCDE dont les données sont disponibles investissent une part importante de leurs ressources nationales dans l'éducation. En 2012, les pays de l'OCDE ont consacré en moyenne 5.3 % de leur PIB au financement de leurs établissements d'enseignement, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire (voir le tableau C2.3 pour les dépenses d'éducation consacrées à l'éducation de la petite enfance).

En 2012, les dépenses au titre des établissements de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire en pourcentage de PIB ont atteint au moins 6 % dans 11 pays dont les données sont disponibles, et ont dépassé 6.7 % en Colombie, en Corée et en Nouvelle-Zélande. À l'autre extrême, la Fédération de Russie, l'Indonésie, l'Italie, le Luxembourg et la République slovaque ont consacré moins de 4 % de leur PIB à l'éducation (voir le graphique B2.1 et le tableau B2.1).

Dépenses au titre des établissements d'enseignement, selon le niveau d'enseignement

Tous pays de l'OCDE confondus, les dépenses d'éducation (à l'exception de l'éducation de la petite enfance) sont en moyenne consacrées à hauteur de deux tiers à l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, de plus d'un quart à l'enseignement tertiaire et de 0.1 % non attribué à un niveau d'enseignement spécifique. Les dépenses au titre de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire représentent, en moyenne, 47 % du budget de l'éducation, tous pays de l'OCDE confondus. Les dépenses au titre des établissements d'enseignement dépendent de la pyramide des âges. Dans la plupart des cas, les pays où ces dépenses en pourcentage du PIB sont supérieures à la moyenne sont aussi ceux où la taille de la population à scolariser dans l'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire est supérieure à la moyenne (voir le tableau B2.2 et l'indicateur C1).

Dans tous les pays membres ou partenaires de l'OCDE dont les données sont disponibles, la part de la richesse nationale consacrée à l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire est bien plus élevée que celle consacrée à l'enseignement tertiaire. Elle est supérieure à 50 % du budget de l'éducation (hors éducation de la petite enfance) dans tous les pays. Les dépenses au titre de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire vont de moins de 3 % du PIB en Fédération de Russie, en Hongrie, en Indonésie, au Japon, en Lettonie, en République slovaque et en République tchèque, à 5 % du PIB en Nouvelle-Zélande.

Les dépenses au titre de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire représentent 1.5 % du PIB, voire davantage, dans tous les pays, et 3 % du PIB, voire davantage, en Australie, au Brésil, en Colombie, au Danemark, en Irlande, en Islande, au Mexique, en Norvège, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni (voir le tableau B2.1).

Les dépenses au titre de l'enseignement tertiaire représentent au moins 1 % du PIB dans la quasi-totalité des pays, sauf en Afrique du Sud, au Brésil, en Indonésie, en Italie (les dépenses au titre de programmes de l'enseignement tertiaire de cycle court ne sont pas prises en compte) et au Luxembourg. Elles représentent plus de 2.3 % du PIB au Canada, au Chili, en Corée et aux États-Unis (voir le tableau B2.3 et le graphique B2.2).

Évolution des dépenses globales d'éducation entre 2000 et 2012

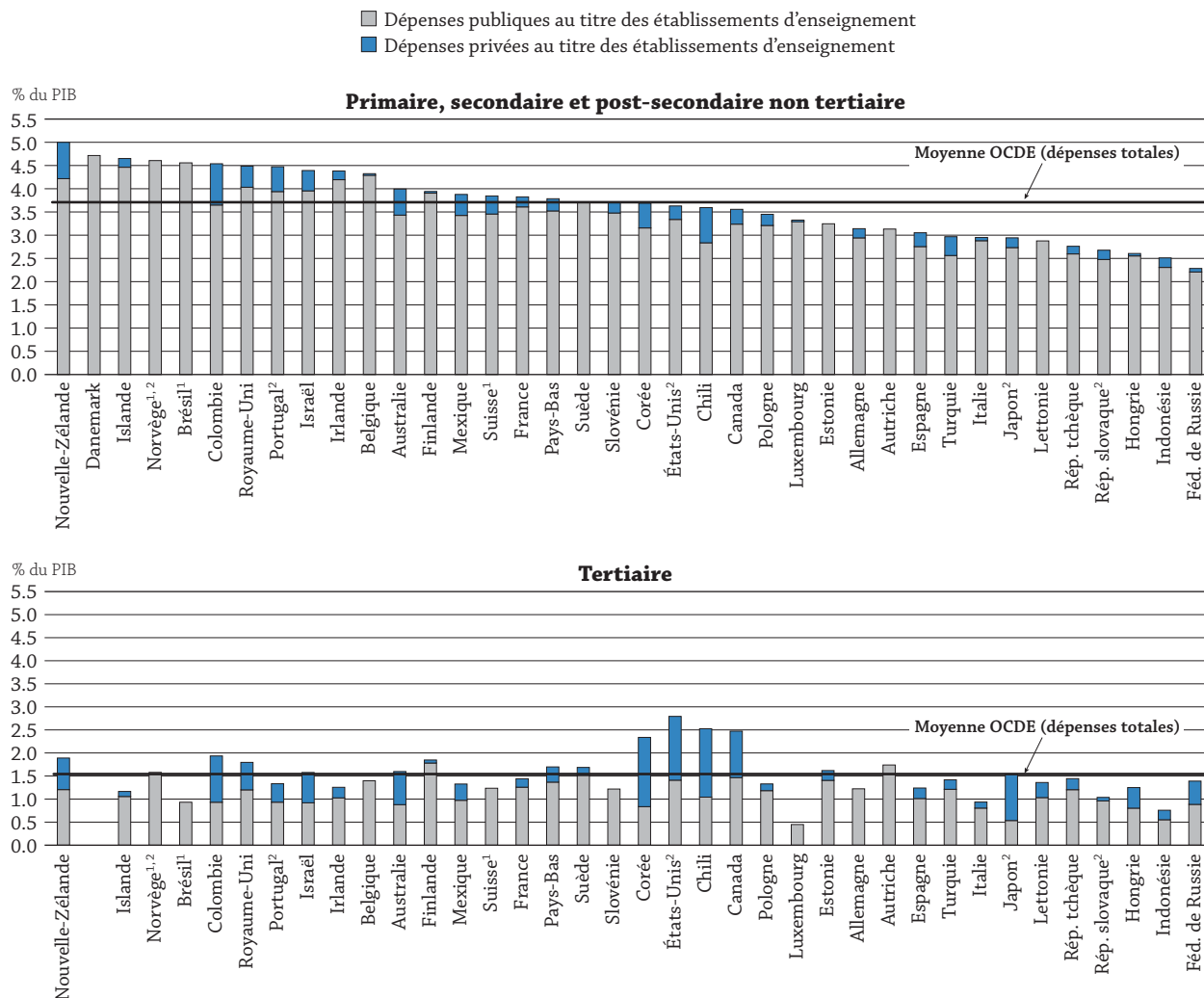
Entre 2000 et 2012, l'augmentation des effectifs scolarisés dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et dans l'enseignement tertiaire est allée de pair avec l'augmentation des investissements financiers à ces niveaux d'enseignement dans la plupart des pays.

Durant cette période, dans tous les pays dont les données sont comparables, le PIB et les dépenses au titre des établissements de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire ont augmenté (voir le tableau X2.3). Au Chili, en France, en Italie, en Norvège, en Pologne et en Suède, les dépenses d'éducation ont augmenté à un rythme moins soutenu que le PIB, ce qui a entraîné une baisse de ces dépenses en pourcentage du PIB (allant jusqu'à 0.5 point de pourcentage). Dans tous les autres pays dont les données sont comparables, les dépenses au titre des établissements d'enseignement (de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire) ont augmenté à un rythme plus soutenu que le PIB, ce qui a entraîné une hausse de ces dépenses en pourcentage du PIB (voir le graphique B2.3). Elles ont augmenté d'au moins 1 point de pourcentage au Brésil (passant de 3.1 % à 5.6 %), en Fédération de Russie (de 2.1 % à 3.7 %), en Irlande (de 4.3 % à 5.6 %), aux Pays-Bas (de 4.5 % à 5.5 %), au Portugal (de 4.7 % à 5.8 %) et en Turquie (de 2.5 % à 3.8 %) (voir le tableau B2.2).

On observe des évolutions similaires dans les dépenses au titre de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, ainsi qu'au titre de l'enseignement tertiaire.

Graphique B2.2. Dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2012)

Dépenses publiques et privées, selon le niveau d'enseignement et la provenance des financements



1. Dépenses publiques uniquement (pour la Suisse, enseignement tertiaire uniquement ; pour la Norvège, enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire uniquement).

2. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses totales publiques et privées au titre des établissements d'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire.

Source : OCDE. Tableau B2.3. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933283959>

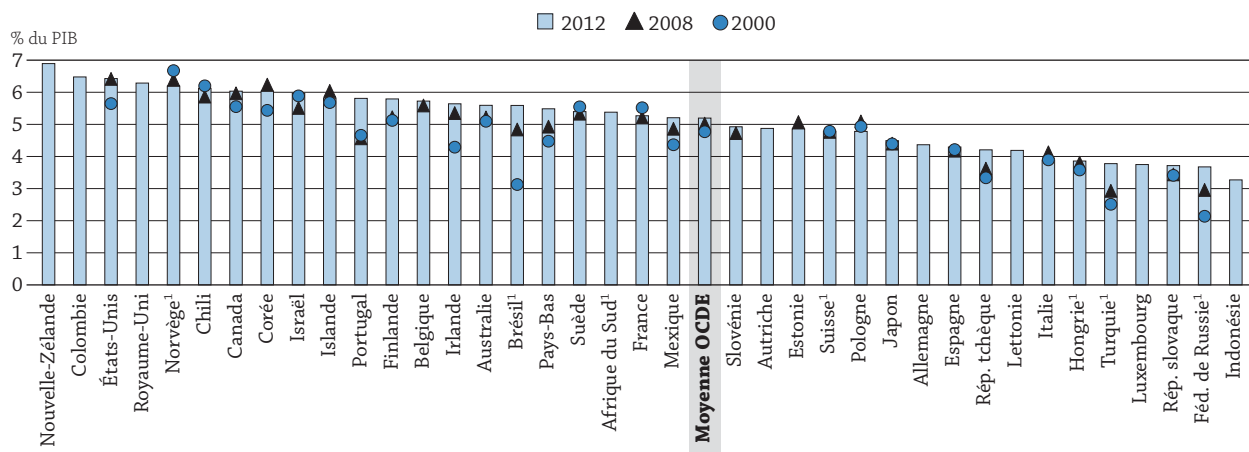
Effet de la crise économique sur les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement entre 2008 et 2012

La crise économique mondiale qui a éclaté en 2008 a eu – et a encore – des effets négatifs majeurs sur plusieurs secteurs d'activité. Les chiffres de 2008 à 2012 montrent clairement l'impact de la crise sur le financement des établissements d'enseignement, en particulier en comparant ceux des périodes 2008-10 et 2010-12.

Entre 2008 et 2010, le PIB a diminué (en prix constants) dans la majorité des pays (20 sur les 36 pays dont les données sont disponibles), et dans une mesure égale ou supérieure à 5 % en Estonie, en Finlande, en Grèce, en Hongrie, en Irlande, en Islande et en Sloveenie. En quoi le ralentissement de la croissance du PIB a-t-il affecté les dépenses publiques d'éducation, sachant que plus de trois quarts du budget de l'éducation sont financés par les pouvoirs publics dans la plupart des pays ? Les chiffres disponibles montrent que, au cours des années de référence en question, le secteur de l'éducation a été relativement épargné par les coupes budgétaires.

Graphique B2.3. Dépenses au titre des établissements d'enseignement du primaire au tertiaire, en pourcentage du PIB (2000, 2008 et 2012)

Dépenses publiques et privées, programmes non classifiés non compris



1. Dépenses publiques uniquement (pour la Suisse, enseignement tertiaire uniquement ; pour la Norvège, enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire uniquement).

Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses totales publiques et privées au titre des établissements d'enseignement en 2012.

Source : OCDE. Tableau B2.2. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933283964>

Comme les budgets publics sont généralement approuvés de nombreux mois avant que les fonds ne soient dépensés, le financement de l'éducation est rigide à plusieurs égards. De plus, la plupart des gouvernements tentent de protéger l'éducation de la réduction massive des investissements publics.

Parmi les 36 pays dont les données de la période 2008-10 sont disponibles, six pays seulement ont réduit les dépenses au titre des établissements d'enseignement (en valeur réelle) : l'Estonie (de 10 %), les États-Unis (de 1 %), la Hongrie (de 11 %), l'Islande (de 11 %), la Fédération de Russie (de 4 %) et l'Italie (de 6 %). En Hongrie, en Islande et en Italie, cette réduction s'est traduite par une diminution des dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (soit parce que ces dépenses ont régressé dans une mesure plus forte que le PIB, soit parce que le PIB a augmenté dans le même temps). Dans les trois autres pays, les dépenses d'éducation en pourcentage du PIB sont restées inchangées ou ont augmenté, dans la mesure où la réduction des dépenses a été compensée par une baisse de même ampleur, voire plus forte du PIB.

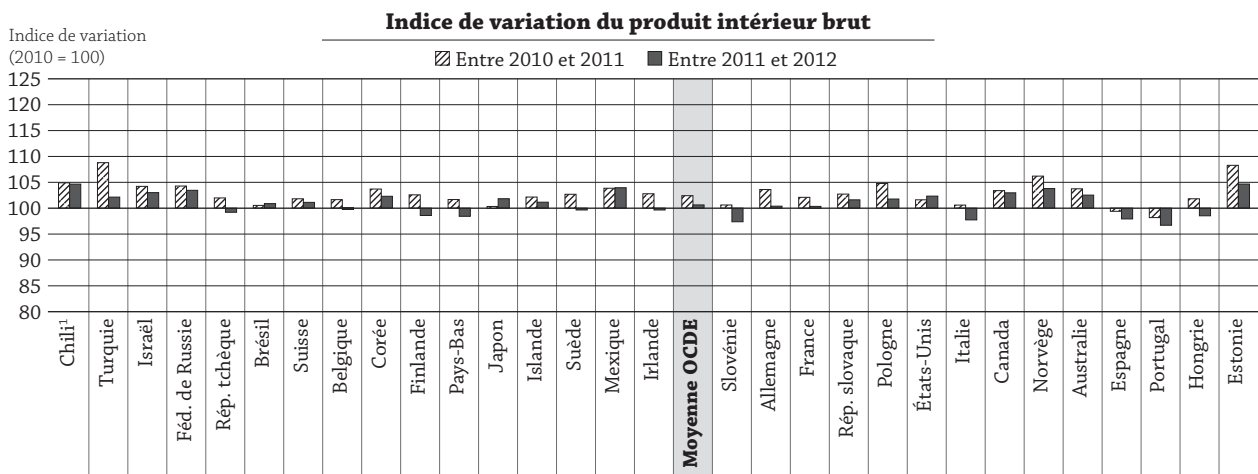
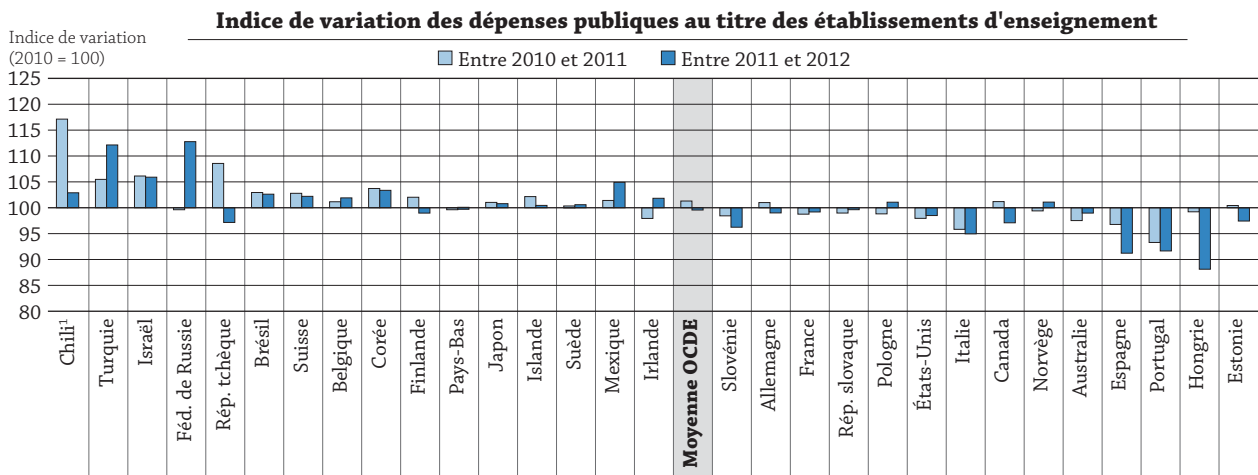
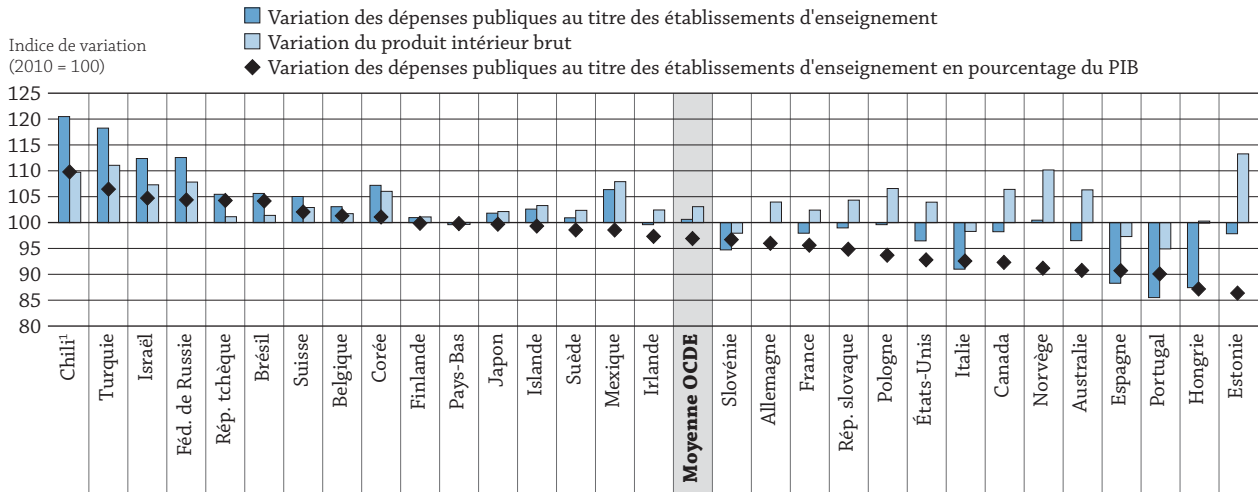
Dans tous les autres pays, les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement ont augmenté ou sont restées stables, tandis que le PIB a diminué dans certains de ces pays. C'est ce qui explique pourquoi les dépenses d'éducation ont continué à augmenter en pourcentage du PIB entre 2008 et 2010 (de 6 %, en moyenne, dans les pays de l'OCDE), sauf au Chili et en Pologne. Dans ces deux pays, le PIB a augmenté à un rythme plus soutenu que les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement, ce qui a entraîné une légère diminution des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (voir le tableau B2.4).

Au cours de la période 2010-12, la crise a eu un impact plus important sur les dépenses publiques d'éducation. Entre 2008 et 2010, le PIB a régressé dans deux tiers des pays dont les données sont disponibles. Il est ensuite resté constant ou a augmenté entre 2010 et 2012 dans tous les pays, sauf cinq. Le PIB a régressé en Espagne (de 3 %), en Grèce (de 15 %), en Italie (de 2 %), au Portugal (de 5 %) et en Slovénie (de 2 %) (voir le graphique B2.4).

Les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement ont commencé à régresser entre 2010 et 2012, plus tard que le PIB, en raison du temps écoulé entre le début de la crise et l'ajustement des budgets publics. Elles ont diminué entre 2010 et 2011, ou entre 2011 et 2012, ou de façon continue pendant ces deux années dans un plus grand nombre de pays qu'au cours de la période entre 2008 et 2010. Sur l'ensemble de la période 2010-12, les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement ont régressé dans 11 pays, et d'au moins 5 % en Espagne, en Hongrie, en Italie, au Portugal et en Slovénie. Le PIB a augmenté dans la plupart des pays, ce qui a entraîné une baisse des dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB dans ces 11 pays, plus particulièrement en Estonie (avec une baisse de 14 %) et en Hongrie (avec une baisse de 13 %).

Graphique B2.4. Impact de la crise économique sur les dépenses publiques au titre de l'éducation et indice de variation des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement et du PIB (2010 à 2012)

Indice de variation, entre 2010 et 2012, des dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, du primaire au tertiaire (2010 = 100, prix constants de 2012)



1. Les données se rapportent à 2011-13 et non à 2010-12.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la variation des dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB.

Source : OCDE. Tableau B2.4. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933283976>

Méthodologie

Les données se rapportent à l'année budgétaire 2012 et proviennent de l'exercice UOE de collecte de données statistiques sur l'éducation réalisé par l'OCDE en 2014 (pour plus de précisions, voir l'annexe 3, www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

Note concernant les données d'Israël

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Tableaux de l'indicateur B2

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933285413>

Tableau B2.1	Dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, selon le niveau d'enseignement (2012)
Tableau B2.2	Évolution des dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, selon le niveau d'enseignement (2000, 2005, 2008, 2010, 2011, 2012)
Tableau B2.3	Dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, selon la provenance du financement et le niveau d'enseignement (2012)
Tableau B2.4	Variation des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement, en pourcentage du PIB (2008, 2009, 2010, 2011, 2012)

Date butoir pour les données : 23 octobre 2015. Les mises à jour peuvent être consultées en ligne sur : <http://dx.doi.org/10.1787/eag-data-en>.

Tableau B2.1. **Dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, selon le niveau d'enseignement (2012)**

Dépenses publiques et privées¹

B2

	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire				Tertiaire			Programmes non classifiés	Du primaire au tertiaire (programmes non classifiés compris)
	Primaire et premier cycle du secondaire	Deuxième cycle du secondaire	Post-secondaire non tertiaire	Ensemble du primaire, du secondaire et du post-secondaire non tertiaire	Tertiaire de cycle court	Niveaux licence, master, doctorat ou équivalents	Ensemble du tertiaire		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
OCDE									
Australie	3.1	0.8	0.1	4.0	0.2	1.4	1.6	0.0	5.6
Autriche	2.1	1.0	0.0	3.1	0.3	1.5	1.7	0.0	4.9
Belgique	2.5	1.8 ^d	x(2)	4.3	0.0	1.4	1.4	0.1	5.9
Canada ^{2, 3}	2.5 ^d	1.1	m	3.6	0.9	1.6	2.5	0.0	6.0
Chili ⁴	2.4	1.2	a	3.6	0.4	2.2	2.5	0.0	6.1
République tchèque	1.7	1.1	0.0	2.8	0.0	1.4	1.4	0.2	4.4
Danemark	3.5	1.2	a	4.7	m	m	m	0.2	m
Estonie	2.0	1.0	0.2	3.2	a	1.6	1.6	0.0	4.9
Finlande	2.4	1.5 ^d	x(2)	3.9	0.0	1.8	1.8	0.0	5.8
France	2.5	1.3	0.0	3.8	0.3	1.1	1.4	0.0	5.3
Allemagne	1.9	1.0	0.2	3.1	0.0	1.2	1.2	0.1	4.4
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	1.5	1.0	0.1	2.6	0.0	1.2	1.2	0.2	4.1
Islande	3.3	1.3	0.1	4.7	0.0	1.1	1.2	0.6	6.4
Irlande	3.2	0.9	0.3	4.4	x(7)	x(7)	1.3	0.0	5.6
Israël	2.5	1.9	0.0	4.4	0.3	1.3	1.6	0.5	6.5
Italie	1.8	1.1	0.1	3.0	m	0.9	0.9	0.0	3.9
Japon	2.1	0.9 ^d	x(2, 5, 6)	2.9	0.2 ^d	1.3 ^d	1.5 ^d	0.5	5.0
Corée	2.4	1.3	m	3.7	0.3	2.1	2.3	0.7	6.7
Luxembourg	2.3	1.0	0.0	3.3	0.0	0.4	0.4	0.0	3.7
Mexique	3.0	0.9	m	3.9	x(7)	x(7)	1.3	0.2	5.4
Pays-Bas	2.6	1.2	0.0	3.8	0.0	1.7	1.7	0.0	5.5
Nouvelle-Zélande	3.2	1.6	0.2	5.0	0.3	1.6	1.9	0.0	6.9
Norvège ⁵	3.1	1.5 ^d	x(2)	4.6 ^d	x(2)	1.6	1.6	0.3	6.5
Pologne	2.4	0.9	0.1	3.4	0.0	1.3	1.3	0.0	4.8
Portugal	2.9	1.5 ^d	x(2, 6)	4.5	a	1.3 ^d	1.3 ^d	0.1	5.9
République slovaque	1.8	0.9 ^d	x(2)	2.7 ^d	x(2)	1.0	1.0	0.1	3.8
Slovénie	2.6	1.1 ^d	x(2)	3.7	0.1	1.1	1.2	0.0	4.9
Espagne	2.2	0.9 ^d	x(2)	3.1	0.2	1.1	1.2	0.0	4.3
Suède	2.5	1.2	0.0	3.7	0.0	1.7	1.7	0.0	5.4
Suisse ⁵	2.5	0.9 ^d	x(2)	3.5	0.0	1.3	1.3	0.1	4.9
Turquie	2.0	1.0	a	3.0	x(7)	x(7)	1.4	0.0	4.4
Royaume-Uni	3.0	1.5	a	4.5	x(7)	x(7)	1.8	0.0	6.3
États-Unis	2.7	1.0	x(7)	3.6	x(7)	x(7)	2.8 ^d	a	6.4
Moyenne OCDE	2.5	1.2	0.1	3.7	0.2	1.4	1.5	0.1	5.3
Moyenne UE21	2.4	1.2	0.1	3.6	0.1	1.3	1.4	0.1	4.9
Partenaires									
Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Brésil ⁵	3.5	1.2	a	4.7	x(7)	x(7)	0.9	0.0	5.6
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie ⁴	3.9	0.7	x(2)	4.5	x(7)	x(7)	1.9	0.4	6.8
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ⁴	2.0	0.5	a	2.5	x(7)	x(7)	0.8	0.4	3.7
Lettonie	1.9	0.8	0.0	2.8	0.2	1.2	1.4	0.0	4.2
Fédération de Russie	x(4)	x(4)	x(4)	2.3	0.2	1.2	1.4	0.3	4.0
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud ^{2, 5}	2.6	2.0	0.2	4.7	x(7)	x(7)	0.7	0.6	6.0
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : les données sur l'enseignement préprimaire sont disponibles dans l'indicateur D2.

1. Dépenses d'origine internationale comprises.

2. La colonne 1 concerne uniquement l'enseignement primaire et la colonne 2, l'enseignement secondaire dans son ensemble.

3. Année de référence : 2011.

4. Année de référence : 2013.

5. Dépenses publiques uniquement (pour la Suisse, enseignement tertiaire uniquement ; pour la Norvège, enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire uniquement).

Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lettonie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933285427>

Tableau B2.2. Évolution des dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, selon le niveau d'enseignement (2000, 2005, 2008, 2010, 2011, 2012)

Dépenses publiques et privées, par année

	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire						Tertiaire						Du primaire au tertiaire (programmes non classifiés non compris)					
	2000	2005	2008	2010	2011	2012	2000	2005	2008	2010	2011	2012	2000	2005	2008	2010	2011	2012
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)
OCDE																		
Australie	3.6	3.7	3.7	4.3	4.1	4.0	1.4	1.5	1.5	1.6	1.6	1.6	5.1	5.2	5.2	5.9	5.7	5.6
Autriche	m	m	m	m	m	3.1	m	m	m	m	m	1.7	m	m	m	m	m	4.9
Belgique	m	4.1	4.3	4.3	4.2	4.3	m	1.2	1.3	1.4	1.4	1.4	m	5.3	5.6	5.7	5.6	5.7
Canada ^{1, 2}	3.3	3.5	3.4	3.9	3.8	3.6	2.3	2.5	2.5	2.7	2.6	2.5	5.5	6.0	6.0	6.6	6.4	6.0
Chili ³	4.2	3.2	3.9	3.4	3.7	3.6	2.0	1.7	2.0	2.4	2.5	2.5	6.2	4.9	5.9	5.7	6.2	6.1
République tchèque	2.6	2.8	2.5	2.7	2.7	2.8	0.8	1.0	1.1	1.2	1.4	1.4	3.3	3.7	3.6	3.9	4.1	4.2
Danemark	4.0	4.4	4.1	4.7	4.3	4.7	1.5	1.7	1.6	1.8	1.9	m	5.5	6.0	5.8	6.5	6.1	m
Estonie	m	3.4	3.8	3.8	3.3	3.2	m	1.1	1.3	1.6	1.7	1.6	m	4.6	5.1	5.4	5.0	4.9
Finlande	3.5	3.7	3.6	4.0	3.9	3.9	1.6	1.7	1.6	1.8	1.9	1.8	5.1	5.4	5.2	5.8	5.8	5.8
France	4.2	3.9	3.8	4.0	3.9	3.8	1.3	1.3	1.4	1.5	1.5	1.4	5.5	5.2	5.2	5.4	5.3	5.3
Allemagne	m	m	m	3.3	3.2	3.1	m	m	m	1.2	1.2	1.2	m	m	m	4.5	4.4	4.4
Grèce ²	2.6	2.7	m	m	m	m	0.7	1.5	m	m	m	m	3.3	4.2	m	m	m	m
Hongrie ⁴	2.7	3.2	2.9	2.8	2.6	2.6	0.8	0.9	0.9	0.8	1.0	1.2	3.6	4.1	3.8	3.6	3.5	3.9
Islande	4.6	5.2	4.8	4.7	4.7	4.7	1.0	1.2	1.2	1.2	1.1	1.2	5.7	6.4	6.0	5.8	5.8	5.8
Irlande	2.9	3.3	4.0	4.5	4.3	4.4	1.4	1.1	1.4	1.5	1.4	1.3	4.3	4.4	5.3	6.0	5.7	5.6
Israël	4.2	3.8	4.0	4.0	4.2	4.4	1.7	1.8	1.5	1.6	1.7	1.6	5.9	5.6	5.5	5.5	5.9	6.0
Italie	3.1	3.1	3.2	3.1	3.0	3.0	0.8	0.8	0.9	1.0	1.0	0.9	3.9	4.0	4.1	4.1	4.0	3.9
Japon ²	3.0	2.9	2.9	3.0	3.0	2.9	1.4	1.4	1.5	1.5	1.6	1.5	4.4	4.3	4.4	4.5	4.5	4.5
Corée	3.3	3.8	3.9	3.9	3.8	3.7	2.1	2.1	2.4	2.4	2.4	2.3	5.4	6.0	6.2	6.3	6.2	6.0
Luxembourg	m	m	3.1	3.5	3.3	3.3	m	m	m	m	0.4	m	m	m	m	m	m	3.7
Mexique	3.4	3.9	3.6	3.9	3.9	3.9	0.9	1.2	1.2	1.4	1.3	1.3	4.4	5.0	4.9	5.3	5.2	5.2
Pays-Bas	3.2	3.6	3.5	3.8	3.7	3.8	1.3	1.5	1.5	1.6	1.6	1.7	4.5	5.1	4.9	5.4	5.4	5.5
Nouvelle-Zélande	m	m	m	m	m	5.0	m	m	m	m	m	1.9	m	m	m	m	m	6.9
Norvège ^{2, 4}	5.0	5.1	4.8	5.1	4.7	4.6	1.6	1.7	1.6	1.6	1.5	1.6	6.7	6.8	6.4	6.7	6.3	6.2
Pologne	3.9	3.7	3.6	3.6	3.4	3.4	1.1	1.6	1.5	1.5	1.3	1.3	4.9	5.3	5.1	5.1	4.7	4.8
Portugal ²	3.7	3.6	3.3	3.7	3.6	4.5	0.9	1.3	1.3	1.4	1.3	1.3	4.7	4.8	4.6	5.1	4.9	5.8
République slovaque ²	2.6	2.8	2.6	3.0	2.7	2.7	0.8	0.9	0.9	0.9	1.0	1.0	3.4	3.7	3.4	3.9	3.7	3.7
Slovénie	m	4.1	3.6	3.8	3.7	3.7	m	1.3	1.1	1.2	1.3	1.2	m	5.3	4.7	5.1	5.0	4.9
Espagne	3.1	2.8	3.0	3.2	3.1	3.1	1.1	1.1	1.2	1.3	1.3	1.2	4.2	3.9	4.2	4.5	4.4	4.3
Suède	4.0	4.0	3.8	3.8	3.7	3.7	1.5	1.5	1.5	1.7	1.7	1.7	5.5	5.5	5.3	5.4	5.3	5.4
Suisse ⁴	3.7	4.0	3.7	3.8	3.8	3.5	1.1	1.3	1.1	1.2	1.2	1.3	4.8	5.3	4.8	5.0	5.0	4.8
Turquie ⁴	1.8	2.0	2.2	2.5	2.3	2.6	0.7	0.8	0.8	0.9	1.0	1.2	2.5	2.8	2.9	3.5	3.3	3.8
Royaume-Uni ⁴	m	4.2	3.9	4.3	4.4	4.5	m	m	m	m	m	1.8	m	m	m	m	m	6.3
États-Unis ²	3.6	3.6	3.9	3.8	3.7	3.6	2.1	2.3	2.5	2.6	2.7	2.8	5.6	6.0	6.4	6.5	6.4	6.4
Moyenne OCDE	3.5	3.6	3.6	3.8	3.6	3.7	1.3	1.4	1.4	1.5	1.5	1.5	4.8	5.0	5.0	5.3	5.2	5.2
Moyenne UE21	3.3	3.5	3.5	3.7	3.5	3.6	1.1	1.3	1.3	1.4	1.4	1.4	4.4	4.7	4.8	5.0	4.9	4.9
Moyenne des pays de l'OCDE dont les données sont disponibles pour toutes les années de référence	3.5	3.6	3.5	3.7	3.6	3.6	1.3	1.4	1.5	1.6	1.6	1.6	4.8	5.0	5.0	5.2	5.2	5.2
Partenaires																		
Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Bésil ⁴	2.4	3.2	4.1	4.3	4.4	4.7	0.7	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	3.1	4.0	4.8	5.2	5.3	5.6
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie ³	m	m	m	m	m	4.5	m	m	m	m	m	1.9	m	m	m	m	m	6.5
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ³	m	m	m	m	m	2.5	m	m	m	m	m	0.8	m	m	m	m	m	3.3
Lettonie	m	m	m	m	m	2.8	m	m	m	m	m	1.4	m	m	m	m	m	4.2
Fédération de Russie ⁴	1.7	1.9	2.0	2.0	2.0	2.3	0.5	0.8	0.9	1.0	0.9	1.4	2.1	2.7	3.0	3.0	2.8	3.7
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud ⁴	m	m	m	m	m	4.7	m	m	m	m	m	0.7	m	m	m	m	m	5.4
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

1. Année de référence : 2011 (et non 2012). Année de référence : 2004 (et non 2005).

2. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

3. Année de référence : 2013 (et non 2012). Année de référence : 2006 (et non 2005).

4. Dépenses publiques uniquement (pour la Suisse, enseignement tertiaire uniquement ; pour la Norvège, enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire uniquement ; et pour la Fédération de Russie, données de 1995 et 2000 uniquement).

Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lettonie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933285434>

Tableau B2.3. Dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, selon la provenance du financement et le niveau d'enseignement (2012)
Dépenses publiques et privées
B2

	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire			Tertiaire			Du primaire au tertiaire (programmes non classifiés compris)		
	Dépenses publiques ¹	Dépenses privées ²	Total	Dépenses publiques ¹	Dépenses privées ²	Total	Dépenses publiques ¹	Dépenses privées ²	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
OCDE									
Australie	3.4	0.6	4.0	0.9	0.7	1.6	4.3	1.3	5.6
Autriche	3.1	0.0	3.1	1.7	0.0	1.7	4.9	0.0	4.9
Belgique	4.3	0.0	4.3	1.4	0.0	1.4	5.9	0.0	5.9
Canada ^{3, 4}	3.2 ^d	0.3 ^d	3.6^d	1.5	1.0	2.5	4.7	1.3	6.0
Chili ⁵	2.8	0.8	3.6	1.0	1.5	2.5	3.9	2.2	6.1
République tchèque	2.6	0.2	2.8	1.2	0.2	1.4	4.0	0.4	4.4
Danemark	4.7	0.0	4.7	m	m	m	m	m	m
Estonie	3.2	0.0	3.2	1.4	0.2	1.6	4.7	0.1	4.9
Finlande	3.9	0.0	3.9	1.8	0.1	1.8	5.7	0.1	5.8
France	3.6	0.2	3.8	1.3	0.2	1.4	4.9	0.4	5.3
Allemagne	2.9	0.2	3.1	1.2	0.0	1.2	4.3	0.1	4.4
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	2.6	0.1	2.6	0.8	0.4	1.2	3.6	0.5	4.1
Islande	4.5	0.2	4.7	1.1	0.1	1.2	5.9	0.5	6.4
Irlande	4.2	0.2	4.4	1.0	0.2	1.3	5.2	0.4	5.6
Israël	4.0	0.4	4.4	0.9	0.7	1.6	5.1	1.3	6.5
Italie ⁶	2.9	0.1	3.0	0.8	0.1	0.9	3.7	0.2	3.9
Japon ⁴	2.7	0.2	2.9	0.5	1.0	1.5	3.5	1.5	5.0
Corée	3.2	0.5	3.7	0.8	1.5	2.3	4.7	2.0	6.7
Luxembourg	3.3	0.0	3.3	0.4	0.0	0.4	3.7	0.0	3.7
Mexique	3.4	0.5	3.9	1.0	0.4	1.3	4.6	0.8	5.4
Pays-Bas	3.5	0.3	3.8	1.4	0.3	1.7	4.9	0.6	5.5
Nouvelle-Zélande	4.2	0.8	5.0	1.2	0.7	1.9	5.4	1.5	6.9
Norvège ⁴	4.6	0.0	4.6	1.6	0.0	1.6	6.5	0.0	6.5
Pologne	3.2	0.2	3.4	1.2	0.1	1.3	4.4	0.4	4.8
Portugal ⁴	3.9	0.5	4.5	0.9	0.4	1.3	5.0	0.9	5.9
République slovaque ⁴	2.5	0.2	2.7	1.0	0.1	1.0	3.5	0.3	3.8
Slovénie	3.5	0.2	3.7	1.2	0.0	1.2	4.7	0.2	4.9
Espagne	2.8	0.3	3.1	1.0	0.2	1.2	3.8	0.5	4.3
Suède	3.7	0.0	3.7	1.5	0.2	1.7	5.2	0.2	5.4
Suisse	3.5	0.0	3.5	1.2	0.0	1.2	4.9	0.0	4.9
Turquie	2.6	0.4	3.0	1.2	0.2	1.4	3.8	0.6	4.4
Royaume-Uni	4.0	0.5	4.5	1.2	0.6	1.8	5.2	1.0	6.3
États-Unis ⁴	3.3	0.3	3.6	1.4	1.4	2.8	4.7	1.7	6.4
Moyenne OCDE	3.5	0.2	3.7	1.2	0.4	1.5	4.7	0.7	5.3
Moyenne UE21	3.4	0.2	3.6	1.2	0.2	1.4	4.6	0.3	4.9
Partenaires									
Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Brésil	4.6	0.0	4.6	0.9	0.0	0.9	5.6	0.0	5.6
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie ⁵	3.6	0.9	4.5	0.9	1.0	1.9	4.9	1.9	6.8
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ⁵	2.3	0.2	2.5	0.6	0.2	0.8	3.3	0.4	3.7
Lettonie	2.9	0.0	2.8	1.0	0.3	1.4	3.9	0.3	4.2
Fédération de Russie	2.2	0.1	2.3	0.9	0.5	1.4	3.4	0.6	4.0
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	4.7	m	m	0.7	m	m	6.0	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m

1. Sont comprises les subventions publiques aux ménages afférentes aux établissements d'enseignement ainsi que les dépenses directes de sources internationales au titre des établissements d'enseignement.

2. Déduction faite des subventions publiques au titre des établissements d'enseignement.

3. Année de référence : 2011.

4. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

5. Année de référence : 2013.

6. À l'exclusion de l'enseignement tertiaire de cycle court.

Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lettonie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933285443>

Tableau B2.4. **Variation des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement, en pourcentage du PIB (2008, 2009, 2010, 2011, 2012)**

Indice de variation, entre 2008 et 2012, des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire (prix constants de 2012)


	Variation des dépenses publiques ¹ au titre des établissements d'enseignement, du primaire au tertiaire						Variation du produit intérieur brut						Variation des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB					
	Entre 2008 et 2009 (2008=100)	Entre 2009 et 2010 (2009=100)	Entre 2010 et 2011 (2010=100)	Entre 2011 et 2012 (2011=100)	Entre 2008 et 2010 (2008=100)	Entre 2010 et 2012 (2010=100)	Entre 2008 et 2009 (2008=100)	Entre 2009 et 2010 (2009=100)	Entre 2010 et 2011 (2010=100)	Entre 2011 et 2012 (2011=100)	Entre 2008 et 2010 (2008=100)	Entre 2010 et 2012 (2010=100)	Entre 2008 et 2009 (2008=100)	Entre 2009 et 2010 (2009=100)	Entre 2010 et 2011 (2010=100)	Entre 2011 et 2012 (2011=100)	Entre 2008 et 2010 (2008=100)	Entre 2010 et 2012 (2010=100)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)
OCDE																		
Australie	116	106	98	99	123	97	102	104	103	104	106	114	104	94	97	118	91	
Autriche	m	m	m	m	m	m	96	102	103	98	104	m	m	m	m	m	m	
Belgique	99	102	101	102	102	103	97	103	102	100	102	102	100	100	102	102	101	
Canada	103	106	101	97	109	98	101	97	103	98	106	101	109	98	94	111	92	
Chili ²	102	104	117	103	107	121	106	106	105	112	110	97	99	112	98	95	110	
République tchèque	105	99	109	97	104	105	95	102	102	97	101	110	97	106	98	107	104	
Danemark	m	m	m	m	m	m	95	102	101	96	100	m	m	m	m	m	m	
Estonie	95	95	100	97	90	98	85	102	108	87	113	111	92	93	93	103	86	
Finlande	101	104	102	99	105	101	92	103	103	94	101	110	101	99	100	111	100	
France	103	101	99	99	104	98	97	102	102	99	102	106	99	97	99	105	96	
Allemagne	m	m	101	99	m	100	94	104	104	98	104	m	m	97	98	m	96	
Grèce	m	m	m	m	m	m	96	95	91	90	85	m	m	m	m	m	m	
Hongrie	94	94	99	88	89	87	93	101	102	94	100	101	94	97	89	94	87	
Islande	96	93	102	100	89	103	95	97	102	92	103	101	95	100	99	96	99	
Irlande	106	98	98	102	103	100	94	100	103	93	102	113	98	95	102	111	97	
Israël	100	108	106	106	109	112	102	106	104	108	107	99	102	102	103	101	105	
Italie	97	97	96	95	94	91	95	102	101	96	98	102	95	95	97	97	93	
Japon	101	104	101	101	105	102	96	103	100	100	102	105	101	101	99	106	100	
Corée	111	102	104	103	114	107	101	107	104	107	106	111	96	100	101	106	101	
Luxembourg	m	m	m	m	m	m	95	105	103	100	102	m	m	m	m	m	m	
Mexique	102	106	101	105	109	106	95	105	104	100	108	107	101	98	101	108	99	
Pays-Bas	106	102	100	100	108	100	97	101	102	98	100	110	101	98	102	111	100	
Nouvelle-Zélande	m	m	m	m	m	m	102	101	102	103	105	m	m	m	m	m	m	
Norvège	106	99	99	101	105	100	98	102	106	100	110	108	97	94	97	105	91	
Pologne	103	103	99	101	105	100	103	104	105	106	107	100	99	94	99	99	94	
Portugal	113	101	93	92	114	86	97	102	98	99	95	116	99	95	95	115	90	
République slovaque	108	109	99	100	118	99	95	105	103	99	104	114	104	96	98	119	95	
Slovénie	100	100	98	96	100	95	92	101	101	93	98	108	99	98	99	107	97	
Espagne	104	99	97	91	103	88	96	100	99	96	97	108	99	97	93	107	91	
Suède	101	102	100	101	103	101	95	106	103	100	102	106	96	98	101	102	99	
Suisse	106	101	103	102	108	105	98	103	102	101	103	109	98	101	101	107	102	
Turquie	111	110	105	112	122	118	95	109	109	104	111	117	101	97	110	118	106	
Royaume-Uni	104	102	110	m	m	m	96	102	102	98	102	109	100	109	m	m	m	
États-Unis	101	98	98	98	99	96	97	103	102	100	104	104	96	96	96	100	93	
Moyenne OCDE	103	102	101	100	105	101	97	102	102	99	103	107	99	99	99	106	97	
Moyenne UE21	102	101	99	97	103	97	95	102	102	97	101	108	98	98	98	106	95	
Partenaires																		
Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Bésil	104	113	103	103	118	106	100	110	101	110	101	105	103	102	102	108	104	
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Indonésie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Lettonie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Fédération de Russie	108	89	100	113	96	113	92	105	104	96	108	117	85	96	109	100	104	
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	

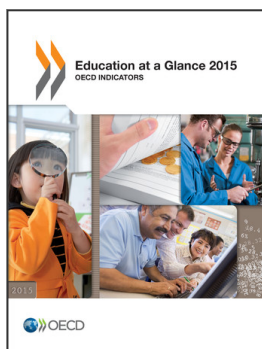
1. Déduction faite des subventions publiques au titre des établissements d'enseignement.

2. Les données se rapportent à 2009-13 et non à 2008-12.

Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lettonie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/88893285457>



Extrait de :
Education at a Glance 2015
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/eag-2015-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2015), « Indicateur B2 Quelle part de leur richesse nationale les pays consacrent-ils à l'éducation? », dans *Education at a Glance 2015 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2015-18-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.